- le représentant de la commune ;
- les représentants des organisations non gouvernementales ;
- le représentant du Parlement départemental des enfants ;
- le représentant des organisations œuvrant en faveur de la protection des enfants.

Article 13 : Les antennes départementales se réunissent en session ordinaire au moins une fois par trimestre, sur convocation du préfet. Toutefois, elles peuvent se réunir en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent.

Article 14 : Un arrêté du préfet nomme les membres des antennes départementales, sur proposition des structures qu'ils représentent.

Article 15 : Dans chaque département, le secrétariat exécutif est assuré par le directeur départemental des affaires sociales.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 16 : Les frais de fonctionnement des systèmes d'alerte sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 17 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 30 avril 2025

Irène Marie-Cécile MBOUKOU-KIMBATSA

Arrêté n° 972 du 30 avril 2025 mettant en place l'observatoire de l'enfance en danger

Le ministre des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo ;

Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ;

Vu le décret n° 2017-413 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministère des affaires sociales, de la solidarité et de l'action humanitaire ;

Vu le décret n° 2025-1 du 10 janvier 2025 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est mis en place, en application des dispositions de l'article 61 de la loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 susvisée, l'observatoire de l'enfance en danger.

L'observatoire de l'enfance en danger est placé sous l'autorité du ministre chargé des affaires sociales.

Article 2 : L'observatoire de l'enfance en danger est un organe d'observation, d'analyse, de prévention de mauvais traitements et de protection des enfants maltraités.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- centraliser les données relatives à l'enfance en danger ;
- établir les statistiques relatives à l'enfance en danger ;
- formuler des propositions et avis sur la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance ;
- élaborer et mettre en œuvre un programme pluriannuel de formation ;
- sensibiliser l'ensemble des acteurs sur la problématique de l'enfance en danger.

CHAPITRE II : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE DE L'ENFANCE EN DANGER

Article 3 : L'observatoire de l'enfance en danger comprend :

- le comité d'orientation stratégique ;
- le secrétariat exécutif ;
- les antennes départementales.

Section 1 : Du comité d'orientation stratégique

Article 4 : Le comité d'orientation stratégique de l'observatoire de l'enfance en danger est un organe de gouvernance et de décision.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- déterminer les orientations stratégiques de l'observatoire ;
- valider le programme annuel des travaux proposés par le secrétariat exécutif ;
- évaluer la mise en œuvre du programme annuel des travaux des organes techniques ;
- approuver les plans des formations et de communication.

Article 5 : Le comité d'orientation stratégique est composé ainsi qu'il suit :

- président : le ministre chargé des affaires sociales ;
- premier vice-président : le représentant du ministère en charge de la justice ;
- deuxième vice-président : le représentant du ministère en charge de l'intérieur ;
- rapporteur : le secrétaire exécutif.

membres :

- deux représentants du ministère en charge de la justice ;
- deux représentants du ministère en charge des affaires sociales ;
- deux représentants du ministère en charge de la santé ;

- deux représentants du ministère en charge de l'enseignement général ;
- deux représentants du ministère en charge de l'intérieur ;
- un représentant du ministère en charge de la communication ;
- un représentant du ministère en charge des télécommunications et de l'économie numérique ;
- un représentant du ministère en charge de l'enseignement technique et professionnel ;
- un représentant du ministère en charge de la jeunesse ;
- un représentant du ministère en charge de la promotion de la femme ;
- un représentant du ministère en charge du travail ;
- un représentant de la commission nationale des droits de l'homme ;
- un représentant du Parlement des enfants ;
- trois représentants des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfance.

Le comité d'orientation stratégique peut faire appel à toute personne ressource.

Article 6 : Les membres du comité d'orientation stratégique sont nommés par arrêté du ministre chargé des affaires sociales, sur proposition des structures qu'ils représentent.

Article 7 : Le comité d'orientation stratégique se réunit en session ordinaire deux fois par an, sur convocation de son président.

Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire, sur convocation de son président ou à la demande du tiers au moins des membres composant le comité d'orientation stratégique.

La convocation indique l'ordre du jour et la durée de chaque session. Elle est adressée aux membres avec les documents relatifs à l'ordre du jour au moins une semaine avant la date de la session ordinaire.

Ce délai est ramené à quatre jours, pour les sessions extraordinaires.

Article 8 : Un règlement intérieur adopté à la majorité simple des membres du comité d'orientation stratégique, fixe ses modalités de fonctionnement.

Section 2 : Du secrétariat exécutif

Article 9 : Le secrétariat exécutif de l'observatoire de l'enfance en danger est dirigé et animé par un secrétaire exécutif choisi parmi les cadres du ministère en charge des affaires sociales.

Il est chargé, notamment, de :

- recueillir, examiner et analyser les données relatives à l'enfance en danger venant de toutes les sources d'information ;

- préparer les réunions du comité d'orientation stratégique ;
- participer à la production d'une action adaptée aux phénomènes de mauvais traitements des enfants maltraités et à la protection y relative ;
- suivre la mise en œuvre de l'action adaptée aux phénomènes des enfants victimes de mauvais traitements ;
- exécuter les décisions du comité d'orientation stratégique ;
- organiser, coordonner, instruire et superviser ses activités quotidiennes conformément aux orientations du comité d'orientation stratégique ;
- assurer la coordination des activités de l'observatoire en collaboration avec d'autres institutions et partenaires multilatéraux, régionaux et nationaux ;
- élaborer les rapports et comptes rendus à soumettre à l'appréciation du comité d'orientation stratégique ;
- diffuser les statistiques en matière de protection de l'enfance en danger.

Article 10 : Le secrétaire exécutif est nommé par arrêté du ministre chargé des affaires sociales. Il a rang de chef de service.

Dans l'exercice de ses missions, il est assisté par quatre collaborateurs relevant du ministère en charge des affaires sociales, qui ont rang de chefs de bureau.

Section 3 : Des antennes départementales

Article 11 : Les antennes départementales exercent au niveau local les attributions dévolues à l'observatoire de l'enfance en danger.

A ce titre, elles collectent les informations sur les cas de menaces ou d'atteinte aux droits de l'enfant au niveau de leur circonscription administrative respective et les transmettent au secrétariat exécutif permanent.

Article 12 : Les antennes départementales sont placées sous l'autorité des préfets des départements. Elles comprennent :

- le représentant du président du conseil départemental ;
- le directeur départemental des affaires sociales ;
- les directeurs départementaux des ministères membres du comité d'orientation stratégique ;
- le juge des enfants territorialement compétent ;
- le représentant du conseil départemental ;
- le représentant de la commune ;
- les représentants des organisations non gouvernementales ;
- le représentant du Parlement départemental des enfants ;
- le représentant des organisations œuvrant en faveur de la protection des enfants.

Article 13 : Les antennes départementales se réunissent en session ordinaire au moins une fois par trimes-

tre, sur convocation du préfet, Toutefois, elles peuvent se réunir en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent.

Article 14 : Un arrêté du préfet nomme les membres des antennes départementales, sur proposition des structures qu'ils représentent.

Article 15 : Dans chaque département, le secrétariat exécutif est assuré par le directeur départemental des affaires sociales.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 16 : Les frais de fonctionnement de l'observatoire de l'enfance en danger sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 17 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 30 avril 2025

Irène Marie-Cécile MBOUKOU-KIMBATSA

B - TEXTES PARTICULIERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Acte en abrégé

DECORATION

Décret n° 2025-50 du 27 février 2025.

Est décoré, à titre posthume, dans l'ordre du mérite congolais :

Au grade d'officier

- M. **EMBONDZA (Delphin)**

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

MINISTERE DU COMMERCE, DES APPROVISIONNEMENTS ET DE LA CONSOMMATION

DISPENSE DE L'OBLIGATION D'APPORT (RENOUVELLEMENT)

Arrêté n° 969 du 29 avril 2025 portant renouvellement de la dispense de l'obligation d'apport de la succursale Medior Italia à une société de droit congolais

Le ministre d'Etat, ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation,

Vu la Constitution ;

Vu l'acte uniforme révisé du 30 janvier 2014 de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;

Vu la loi n° 19-2005 du 24 novembre 2005 réglementant l'exercice de la profession de commerçant en République du Congo ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2021-327 du 6 juillet 2021 relatif aux attributions du ministre du commerce, des approvisionnements et de la consommation ;

Vu le décret n° 2025-1 du 10 janvier 2025 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 20043/MCA-CAB du 10 août 2015 portant dispense de l'obligation d'apport de la succursale Medior Italia à une société de droit congolais ;

Vu l'arrêté n° 857/MCAC/CAB du 16 février 2023 portant renouvellement de la dispense de l'obligation d'apport de la succursale Medior Italia à une société de droit congolais,

Arrête :

Article premier : La dispense de l'obligation d'apport à une société de droit congolais, accordée à la succursale Medior Italia par arrêté n° 20043/MCA-CAB du 10 août 2015 susvisé, est renouvelée pour une durée de deux (2) ans, allant du 26 avril 2025 au 25 avril 2027.

Article 2 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 29 avril 2025

Alphonse Claude N'SILOU

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Arrêté n° 692 du 23 avril 2025 déclarant d'utilité publique, l'acquisition foncière et les travaux d'exploitation pétrolière aux lieux-dits « TCHIFOUBOU, NTOUPOU-TCHIFOUBOU et NTOUPOU », district de Loango, département du Kouilou

Le ministre d'Etat, ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine de l'Etat ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et foncier ;

Vu la loi n° 11-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 25-2008 du 22 septembre 2008 portant régime agro foncier ;

Vu la loi n° 43-2014 du 10 octobre 2014 portant loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu la loi n° 21-2018 du 13 juin 2018 fixant les règles d'occupation et d'acquisition des terres et terrains ;